

« FAIBLESSE DES DÉMOCRATIES »

Le planisme, une idéologie fasciste française



Le « planisme », une doctrine issue du socialisme révisionniste allemand, a constitué en France, durant les années 30, le discours de prédilection des « non-conformistes », notamment des néo-socialistes conduits par Marcel Déat et des polytechniciens du groupe X-Crise. Sous Vichy, les « planistes » s'engageront massivement dans la collaboration.

page 2

Avant l'élection, l'Europe s'interroge

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Dans le *Guardian*, Alastair Campbell affirme que la « relation privilégiée » entre Londres et Washington doit être préservée quel que soit le vainqueur de l'élection US tandis que David Clark estime au contraire que le Royaume-Uni doit se tourner vers l'Europe. En France, dans *Le Figaro*, Alain Minc et Alexandre Adler s'opposent sur les raisons qui doivent pousser l'Europe à être liée à Washington, sans remettre en cause ce lien.

page 10

REPÈRE : 1ER NOVEMBRE 1919

La Prohibition fait le bonheur des gangsters... et de la police.

Le 1er novembre 1919, Andrew Volstead, un éminent député Républicain au Congrès des États-Unis fait voter le National Prohibition Act sous la pression des ligues chrétiennes de tolérance et contre le veto du Président Wilson. La loi interdit la fabrication, le transport et la vente de boissons contenant plus de 0,5% d'alcool. Une grande partie de la société américaine se révolte, considérant cela comme une violation de ses droits constitutionnels. Mais la loi fait deux heureux : le grand banditisme d'un côté, qui prend en main l'approvisionnement et la contrebande d'alcool, réalisant des profits jamais vus jusque là. Et de l'autre côté la Police qui se voit investie de pouvoirs de surveillance de la population également jamais vus jusque là. Les gangsters et les corrompus s'enrichissent, la police triple ses effectifs et a toute liberté pour enfoncer les portes de quiconque... tout le monde est content sauf les citoyens buveurs. L'opinion publique mettra 13 ans à réaliser qu'elle a perdu sa liberté. En 1933 la prohibition est abolie et un 21^e amendement est ajouté à la constitution pour garantir les libertés civiles contre ce genre d'initiatives du législateur. ■



L'IRAN AVERTIT QU'IL UTILISERA L'ARME PÉTROLIÈRE EN CAS DE SANCTIONS DE L'ONU

Ali Akbar Nateq-Nuri, proche conseiller du dirigeant iranien Ali Khamenei, a déclaré hier au correspondant du journal *The Australian* que si le pays devait répondre de son programme nucléaire devant le Conseil de sécurité de l'ONU, l'embargo pétrolier qu'il mettrait en place pourrait propulser le prix du pétrole au-delà de 100 dollars le baril. Il a par ailleurs qualifié de « ridicules » les suggestions faites par l'Europe, sous la pression des États-Unis, pour persuader Téhéran de renoncer à son programme d'enrichissement d'uranium afin d'éviter les sanctions du Conseil de sécurité. Or les parlementaires iraniens viennent de voter en faveur de la poursuite du programme, qui n'enfreint ni les traités de prolifération nucléaire, ni les lois internationales tant qu'il est destiné à un usage civil. « Si le deuxième producteur de l'OPEP devait interrompre ses ventes de pétrole sur le marché international, ce serait un désastre pour tous les pays consommateurs. », a expliqué Nateq-Nuri. On sait cependant que les États-Unis, de leur côté, se préparent activement à une telle rupture d'approvisionnement, ce qui leur permettrait de récolter les fruits du chaos qu'ils ont semé au Moyen-Orient. ■

« Faiblesse des démocraties »

Le planisme, une idéologie fasciste française

Le « planisme », une doctrine issue du socialisme révisionniste allemand, a constitué en France, durant les années 30, le discours de prédilection des « non-conformistes », notamment des néo-socialistes conduits par Marcel Déat et des polytechniciens du groupe X-Crise. Sous Vichy, les « planistes » s'engageront massivement dans la collaboration.



Manifestation de francistes (mouvement inspiré du fascisme italien) à l'Etoile en 1933

Au Congrès de Noël 1933, le Parti ouvrier belge (POV) adopte le « planisme », la doctrine élaborée par Henri de Man, comme idéologie officielle. Henri de Man, numéro deux du parti belge dont le dirigeant est son ami Vandervelde, est l'auteur d'un essai remarqué dans les milieux socialistes européens : *Au-delà du marxisme*, un livre exposant les thèses révisionnistes de l'auteur. De Man entend rompre définitivement avec le marxisme internationaliste et collectiviste pour le remplacer par un « régime intermédiaire » dont la fonction est essentiellement de « maîtriser » le capitalisme. Ce projet « planiste » qui exclut la perspective d'une nationalisation des moyens de production devait à l'origine être présenté au Parti social-démocrate allemand par la section de Hambourg. C'est finalement en Belgique que de Man parvient à imposer sa doctrine.

Le « planisme » et les « non-conformistes des années 30 »

En France, le succès du « planisme » en Belgique coïncide avec le développement d'un nouveau courant politique, dissident de la SFIO, incarné par le futur collaborationniste Marcel Déat [1]. Les « néo-socialistes » récemment chassés par Léon Blum voient dans le « planisme » et le concept de « régime intermédiaire » (un système politique où le pouvoir est accaparé par les techniciens) une rhétorique permettant de justifier la scission avec la SFIO.

Marcel Déat salue la nouvelle orientation du POB et soutient de nombreuses initiatives planistes comme le « Colloque des groupes planistes » qui a lieu à l'abbaye de Pontigny au mois de septembre 1934.



Marcel Déat

Le socialisme corporatiste et national, véritable fascisme camouflé au moyen de la rhétorique de la « troisième voie », devient le discours officiel des néo-socialistes dont la tribune *Vie socialiste* est animée par Marcel Déat et Louis Vallon. Le mot d'ordre de Déat devient « Ordre, Autorité et Nation » : « *En effet le socialisme c'était l'ordre en opposition avec le désordre du capitalisme et l'anarchie de la crise. Le socialisme devait apparaître comme une restauration de l'autorité [...]. De même enfin, le socialisme plus qu'aucun autre mouvement, était capable de prendre en charge la nation puisqu'il prétendait traduire les aspirations populaires...* » [2]. En rompant avec la SFIO, Marcel Déat s'oriente vers un socialisme populiste qui n'est pas sans rappeler les mouvements fasciste et nazi.

Le planisme attire aussi de nombreux intellectuels « non-conformistes » comme Bertrand Jouvenel et l'équipe de *Lutte des jeunes* ou Maulnier, le directeur de *Combat* tentés par un socialisme autoritaire, national et corporatiste [3] inspiré par les thèses soréliennes. La réunion de Pontigny révèle cette tendance conservatrice des « planistes ». Les intervenants semblent rêver d'un état fort libéré des contraintes parlementaires ; ils invoquent Proudhon, Sorel et Péguy. L'idéologie « planiste » constitue en réalité une façade dissimulant les orientations anti-parlementaires des « non-conformistes » qui revendiquent la légitimité des savants et qui désirent, contre la République, instaurer un régime autoritaire dont ils seraient les représentants permanents. Il est donc logique que des hommes comme Jouvenel ou Maulnier soient fascinés par les régimes fascistes, solution radicale à la « faiblesse des démocraties ».

Le « planisme » fédère les « non-conformistes des années 30 » et provoque des crises à l'intérieur de la SFIO et de la CGT. A la SFIO, Léon Blum refuse l'idée d'un « régime intermédiaire » défendue par la tendance Redressement animée par Ludovic Zoretti et Georges Albertini (qui deviendra durant la guerre l'un des proches collaborateurs de Marcel Déat). A la CGT, René Belin et la tendance

qu'il représente, Syndicats, obtient l'adoption du « planisme » lors du Congrès d'unité syndicale de Toulouse.

Au début des années 30, le « planisme » inventé par Henri de Man constitue un moyen de sortir des clivages politiques traditionnels et de revendiquer l'étiquette « ni droite, ni gauche » et donc de justifier le ralliement à une forme française du fascisme. Les « planistes » issus de milieux politiques différents, de la SFIO au corporatisme, suivront des itinéraires politiques divergeants. Citons Hugh Gaitskell, qui sera chef du Parti travailliste britannique et qui participera activement aux opérations du Congrès pour la liberté de la culture durant les années 50, Oltramare qui deviendra nazi, des futurs collaborateurs comme Déat, Marion ou Zoretti et des hommes du gouvernement de Vichy comme René Belin [4].

X-Crise et le « planisme des ingénieurs »

Des groupes de « techniciens » revendiquent l'appartenance au courant « planiste ». Le plus célèbre est X-Crise, fondé en 1931 par Gérard Bardet et André Loizillon. Les deux hommes réunissent une équipe de polytechniciens comprenant John Nicolétis, Jean Coutrot, Roland Boris (son frère Georges est un proche collaborateur de Pierre Mendès-France)... Le but de X-Crise est de trouver des solutions aux problèmes économiques des années 30 en défendant ce que certains ont appelé un « *planisme des ingénieurs* ». En 1933, ils fondent le Centre polytechnicien d'études économiques (CPEE). Le groupe diffuse ses idées en organisant des réunions publiques et en accueillant des personnalités non polytechniciennes. X-Crise invite des intervenants extérieurs comme Charles Spinasse, futur ministre « planiste » du gouvernement du Front populaire, Célestin Bouglé, le directeur du Centre de documentation sociale, René Belin, secrétaire adjoint de la CGT, Robert Lacoste, membre de la Commission administrative de la CGT, Jacques Rueff, un « libéral perdu chez les planistes » qui sera l'un des fondateurs de la Société du Mont Pèlerin [5]...

X-Crise n'est donc pas seulement un rassemblement de polytechniciens ; le groupe fonctionne aussi comme un lieu de rencontre entre des techniciens engagés et des personnalités politiques ou intellectuelles. La guerre divise X-Crise. Certains s'engagent dans la résistance active. Ainsi Louis Vallon rejoindra dès 1942 le réseau clandestin Notre-Dame et obtiendra à la Libération un poste dans le cabinet du Général de Gaulle. Jules Moch sera plusieurs fois ministre sous la IVe République, anticommuniste radical, il brisera les grèves de 48 en dénonçant l'origine des fonds de soutien, en 1975, il démissionnera ulcéré par les perspectives offertes par le Programme commun. Au contraire, Pierre Pucheu, membre avant la guerre des Croix de feu puis doriote après les événements du 6 Février 1934, sera nommé Secrétaire d'Etat à la production industrielle puis Ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy. Il réprimera la résistance en désignant les communistes fusillés de Chateaubriand. Proche de Darlan, après une conversion ratée, il est exécuté en 1944. Gibrat, membre d'Ordre nouveau, deviendra le Directeur de cabinet de Laval et sera condamné à dix années de dégradation nationale. Un autre membre de X-Crise Soullès dit Abellio sera impliqué dans les activités de la Cagoule avec Deloncle, Corrèze, Schueller...

Le Plan du 9 juillet, la coalition des « planistes »

Les différentes factions du courant « planiste », à la suite de la démonstration du 6 février, constituent un front commun. Le Plan du 9 juillet, résultat d'une série de réunions parrainées par Jules Romain, agrégé de philosophie et adepte du « planiste » Jean Coutrot, met en perspective l'alliance entre les techniciens de X-Crise et les « non-conformistes ». Le 9 mars 1934, Jules Romain organise une discussion entre Bertrand de Jouvenel, Georges Izard [6], Louis Vallon et Jean Zay [7] ; le 16 mars, Jouvenel rencontre Robert Lacoste, Alfred Fabre-Luce et Georges Roditi.



Bertrand Jouvenel

Bertrand de Jouvenel est alors fasciné par le « planisme » mais aussi par Adolf Hitler à qui, grâce à son ami Otto Abetz, spécialiste de la propagande en France et conseiller de Ribbentrop, il fournit une véritable tribune en publiant dans *Midi-Paris* du 28 février 1936 un reportage enthousiaste : « *Quoi cet homme si simple, qui parle doucement, raisonnablement, gentiment avec humour, est-ce là le redoutable meneur de foule qui a soulevé l'enthousiasme forcené de toute la nation allemande et en qui le monde entier a cru voir un jour une menace de guerre ? (...) Il rit franchement. Son visage s'approche du mien. Je me sens plus du tout intimidé. Je ris aussi...* » [8]. Bertrand de Jouvenel, défenseur de la « bonhomie nazie », s'allie avec des syndicalistes CGT comme Robert Lacoste, des néo-socialistes comme Louis Vallon ou Georges Roditi et des techniciens qui adhèrent à l'idéologie du 9 juillet.



Ce front « planiste » est en réalité l'œuvre de Jean Coutrot qui obtient logiquement la direction de l'organe principal du projet : la Commission économique. Il y fait entrer des membres de X-Crise et des néo-socialistes (notamment Georges Roditi, principal animateur de la revue *L'Homme*

nouveau et Paul Marion, futur compagnon de Doriot et ministre de l'Information de Vichy). Il obtient aussi les services de Bertrand de Maud'hui, un ancien de l'Ecole libre des sciences politiques (Sciences po qui est alors une école privée). Maud'hui a d'abord travaillé pour une banque privée états-unienne, la Blair foreign corporation où il fut introduit par Jean Monnet, puis pour la banque Worms en 1934. Il milite aux Volontaires nationaux. Par ailleurs Henri Noilhan, le Secrétaire général du Parti agraire, se voit confier le dossier de l'agriculture [9].

Conformément aux objectifs de Jean Coutrot et des néo-socialistes, le Plan du 9 juillet, qui adopte pour devise « Liberté-Ordre-Justice », prévoit une réforme constitutionnelle. Il s'agit de promouvoir un pouvoir exécutif fort et de restreindre le pouvoir parlementaire. Les planistes du 9 juillet proposent la création d'un Conseil des corporations et d'un Conseil d'Etat, institutions qui permettraient de limiter les pouvoirs du Parlement. La réforme consiste donc à créer un nouveau régime corporatiste et doté d'un exécutif renforcé.

Léon Blum dans *Le populaire* condamne le projet au nom de la SFIO tandis que les communistes dans les colonnes de *L'humanité* dénonce une « *collaboration significative qui va des renégats à la Paul Marion, aux Croix de feu comme Maud'hui, aux Jeunesses patriotes comme de Saivre et qui représente tout simplement la ligne moyenne de la pensée bourgeoise* » (31 juillet 34). Marcel Déat soutient le projet « planiste » qui est largement conforme à ses intérêts : « *On avait vu se constituer spontanément un petit groupe des jeunes, sous la présidence de Jules Romain, parmi lesquels plusieurs de nos amis et qui avait abouti à la publication du « Plan du 9 juillet ». L'ensemble était fort proche de nos conceptions et nous ne pouvions qu'y applaudir* » [10].

Jean Coutrot au Front populaire

Véritable cerveau du Plan du 9 juillet, Jean Coutrot est un polytechnicien brillant passionné par l'Organisation scientifique du travail. Il est un membre actif de X-Crise et participe aux recherches du Centre polytechnicien d'études économiques (CPEE). Après la publication de son livre-manifeste *Quoi vivre*, il crée le Centre d'étude des problèmes humains (CEPH) où des membres de X-Crise côtoient Alexis Carrel réputé pour ses thèses eugénistes, Aldous Huxley et André Siegfried, père de la géographie électorale, professeur à l'Ecole libre des sciences politiques. Il est en 1935 l'un des conseillers de Pierre Laval.

Jean Coutrot est un personnage central du « planisme » des années 30 qui accède à un poste de pouvoir après la victoire du Front populaire. En 1936, Charles Spinasse obtient le ministère de l'Economie nationale (MEN) et fait nommer, avec le soutien de Léon Blum, Jean Coutrot à la tête d'un organisme « planiste ». Le nouveau ministère chargé de coordonner la politique économique doit en théorie surveiller les indices économiques grâce notamment à l'office statistique dirigé par Alfred Sauvy, et exercer un contrôle sur tous les décrets concernant des mesures économiques. Spinasse fait entrer deux planistes afin de le seconder : Jacques Branger et Jean Coutrot. Jean Coutrot crée le Centre national d'organisation du travail (CNOT) dont les activités, faute de moyens suffisants, sont très limitées.

Cette promotion de Coutrot qui accède à un poste de pouvoir au sein du gouvernement du Front populaire peut paraître étonnante si l'on considère les réticences de Léon Blum à l'égard du « planisme ». Certains considèrent la nomination de Coutrot comme une « trahison ». Ainsi Georges Valois, créateur du Faisceau qui effectue à ce moment une conversion à gauche, écrit dans *Le nouvel âge* en Décembre 1936 : « *Le néo-capitalisme au pouvoir. Spinasse fait nommer Coutrot Président de la commission chargée de l'organisation économique. Comment diriez-vous ? Aberration ou trahison ?* » [11].

Le CNOST ne survit pas au départ de Charles Spinasse. Après la défaite contre l'Allemagne nazie, Coutrot suit le gouvernement à Bordeaux puis à Vichy.

Les « planistes » et le régime de Philippe Pétain

Le régime de Philippe Pétain rend possible l'arrivée de groupes politiques relativement marginalisés sous la IIIe République comme les corporatistes doctrinaires ou les traditionalistes. Les techniciens, les « planistes » trouvent à Vichy une opportunité politique inédite. Les « modernisateurs » obtiennent des postes clé : Lucien Romier devient Ministre et conseiller de Pétain, Gérard Bardet, haut fonctionnaire au Ministère de la production, René Belin, Ministre de la Production et du Travail. Des membres de X-Crise comme Pierre Pucheu se voient confier des portefeuilles prestigieux.

Les « planistes » deviennent les artisans du projet corporatiste de Vichy. Face au chômage massif combiné à la démobilisation des troupes, le syndicalisme traditionnel est dissout et remplacé par le système des Comités d'organisation (CO) pilotés par des « planistes » comme Belin, Barnaud ou Bichelonne [12]. Le choix du dirigisme économique met les planistes dans une situation favorable ; les compétences des techniciens sont requises afin d'élever le niveau de la production en France. Finalement, le contrôle des prix et de la production par les Comités d'organisation aboutit à un désastre bureaucratique. Le « planisme » glisse vers le corporatisme maurassien comme l'illustre le projet de Chartre du travail qui vise à créer cinq syndicats correspondant à cinq catégories de situation (patrons, cadres et techniciens, contremaîtres, employés, ouvriers).

Le 9 février 1941, l'amiral Darlan prend la tête du gouvernement de Vichy. Les partisans de Laval organisent une campagne contre le nouveau « maître » de Vichy en dénonçant la composition de son gouvernement. Pour Marcel Déat, Darlan et ses hommes représentent les intérêts des « trusts », de « la finance ». La cible principale de Déat est René Belin, ex numéro deux de la CGT, qui devient ministre du Travail. Avec Belin, plusieurs technocrates obtiennent des postes clé : Yves Bouthillier, Pierre Pucheu, François Lehideux, Jacques Barnaud... La campagne « anti-technocratique » menée par Déat et *L'œuvre* insiste sur le poids de la Banque Worms. Jacques Barnaud en est l'Associé gérant et Pierre Pucheu a été le patron d'une des entreprises majeures du groupe Worms, les établissements Japy. Sur fonds d'antisémitisme, Déat dénonce la prétendue main-mise de la « banque juive » sur le gouvernement Darlan. Cette stratégie lui permet en réalité de militer pour le retour de Laval. En effet, en attaquant Worms, Déat attaque son rival le plus direct, Doriot puisque la banque « politique » Worms aurait subventionné son parti, le Parti

Populaire Français (PPF) [13].

La campagne organisée par Déat ne s'arrête pas là. Un événement inattendu permet de cristalliser la haine des « technocrates » : la mort mystérieuse de Jean Coutrot retrouvé le 19 mai 1941 gisant dans son sang. Son suicide provoque un vaste mouvement de dénonciation du « complot synarchique ». Coutrot est suspecté d'être le Grand maître d'une société secrète, le Mouvement synarchique de l'Empire. *L'œuvre* martèle son message : les synarques contrôlent Darlan et sabotent la Révolution nationale [14].

A la Libération, les « planistes » de Vichy quittent la scène politique mais l'idée du « plan » comme voie intermédiaire entre le libéralisme et le socialisme n'est pas abandonnée. Le contrôle rationnel du capitalisme devient l'instrument idéologique de l'interventionnisme états-unien. En France, la distribution des crédits du Plan Marshall aboutit, sous l'impulsion de Jean Monnet, à la mise en place du Commissariat au Plan dont le personnel échappe à tout contrôle démocratique.

Denis Boneau

[1] Marcel Déat, agrégé de philosophie, entre à la SFIO en 1914. Il est élu député en 1926. En 1933, il fonde un parti socialiste dissident. Auteur du célèbre article *Faut-il mourir pour Dantzig*, il fonde en 1941 le Rassemblement national populaire, un parti collaborationniste. Le 27 août 1941, alors qu'il passe en revue la Légion des volontaires français, il est victime avec Laval d'un attentat. En mars 44, il est nommé ministre du Travail du gouvernement Laval. A la Libération, il se réfugie dans un couvent près de Turin. Il y meurt en 1955.

[2] Marcel Déat, *Mémoires politiques*, Denoël, 1989, p. 279.

[3] La défense du corporatisme (les syndicats organisés par branches d'activité) constitue une remise en cause radicale d'un des acquis majeurs de la Révolution française.

[4] Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie française en France*, Complexe, 2000.

[5] X-Crise, Centre polytechnicien d'études économiques, *De la récurrence des crises économiques, Son cinquantenaire, 1931-1981*, Economica, 1981.

[6] Georges Izard est un avocat qui participe à la création de la revue personaliste *Esprit*. Député SFIO, il refuse de voter les pleins pouvoirs à Pétain et s'engage dans la résistance. Auteur de plusieurs essais dont *La fédération européenne*, il reprend ses activités d'avocat à la Libération. Il est élu à l'Académie française en 1973.

[7] Jean Zay, homme politique du Parti radical, juif et franc-maçon s'engage dans la résistance dès 1940. Il est en 1944 exécuté par des miliciens.

[8] Cité par Zeev Sternhell

[9] Olivier Dard, *Jean Coutrot, De l'ingénieur au prophète*, Presses universitaires franc-comtoises, 1999.

[10] Marcel Déat, *Mémoires politiques*, p. 320.

[11] *Le nouvel âge*, Dimanche 13 et lundi 14 décembre 1936, n 133, BDIC.

[12] Richard Kuisel, *Le capitalisme et l'Etat en France, Modernisation et dirigisme au XXe siècle*, Gallimard, 1984.

[13] Olivier Dard, *La synarchie, le mythe du complot permanent*, Perrin, 1998.

[14] « J'ajoute que ma campagne contre les trusts, et qui était du même coup une campagne contre les éléments actifs du gouvernement de Vichy visait avec entêtement au retour de Laval, que nous finirions par obtenir tôt ou tard ». Marcel Déat, *Mémoires politiques*, p.623.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Avant l'élection, l'Europe s'interroge

Analyse

Comme nous l'écrivions dans nos colonnes le 13 octobre, la vraie question qui se posait dans l'élection états-unienne n'était pas qui l'emporterait, de Bush ou Kerry, mais si Bush devrait tricher ou non pour l'emporter. Sans surprise donc, George W. Bush va disposer d'un nouveau mandat de quatre ans pour poursuivre sa politique impériale.

Il est bien entendu trop tôt pour que les commentateurs politiques ou les dirigeants puissent commenter les résultats de cette élection dans la presse mais nous pouvons étudier les derniers argumentaires publiés juste avant l'élection.

Le jour même de l'élection, le quotidien états-unien *USA Today* avait demandé aux deux candidats d'expliquer une dernière fois aux électeurs les raisons de voter pour eux. George W. Bush met en avant, sans surprise, son bilan en matière de sécurité et de baisse d'impôt et John Kerry l'attaque sur les déficits et sur la Guerre d'Irak. Contrairement au président sortant, le candidat démocrate amende un peu son discours traditionnel et adopte une tonalité plus sociale, plus en adéquation avec le lectorat populaire du quotidien, et s'éloignant donc de la présentation de son programme économique dans le *Wall Street Journal*, où il comparait l'élection du 2 novembre à une réunion d'actionnaires.

C'est également dans le *Wall Street Journal* que l'ancien expert du département de la Justice états-unien John C. Yoo brocarde John Kerry. Pour l'auteur, Kerry ne peut pas faire un bon « commandant en chef » car il est trop attaché au droit international. Pour le juriste, au contraire, la guerre au terrorisme ne doit pas tenir compte des Conventions de Genève. L'auteur en profite pour faire l'apologie des mauvais traitements aux prisonniers de Guantanamo et des assassinats des supposés dirigeants d'Al Qaïda.

Ce texte, qui a le mérite d'exposer crûment l'idéologie de l'administration Bush, est l'un des rares textes publiés ces derniers jour par une figure de premier plan dans la presse états-unienne concernant les programmes de l'un ou de l'autre des candidats. En effet, à la veille de l'élection, on pouvait constater que la majorité des analystes outre-atlantique réservaient leurs jugements sur le résultat de l'élection, ou évitaient de reparler des programmes. On trouvait ainsi plus de tribunes traitant des enjeux de l'élection en Europe qu'aux États-Unis, émanant surtout des soutiens de Kerry.

Dans le quotidien espagnol *El Periodico*, le pasteur noir et militant des droits civiques Jesse Jackson affirme que si Kerry était élu, il inverserait la politique d'aide aux grandes entreprises de Bush et de destruction des droits syndicaux aux États-Unis. De son côté, George Soros poursuit sa campagne internationale contre George W. Bush et pour l'emploi du *soft power* en lieu et place de l'armée. Ni les Espagnols, ni les Britanniques n'ayant le pouvoir d'élire John Kerry ou de chasser George W. Bush, l'objectif de ces textes est essentiellement de convaincre l'opinion européenne que le candidat démocrate incarne une véritable alternative à George W. Bush et qu'il faudra donc lui faire bon accueil s'il est élu. Un effort qui s'est avéré vain.

Outre l'éloge du candidat préféré de la presse atlantiste européenne, les quotidiens européens ont surtout vu des débats sur l'impact des résultats de l'élection présidentielle états-unienne sur leur pays.

Au Royaume-Uni, le *Guardian* se fait l'écho du débat du parti travailliste sur l'avenir de la « relation privilégiée » entre les États-Unis et leur pays après l'élection du 2 novembre. Pour l'ancien conseiller en communication de Tony Blair, Alastair Campbell, la question de l'engagement du Royaume-Uni au côté des États-Unis ne se pose même pas, elle doit être une constante qui doit échapper aux alternances politiques. Selon lui, Tony Blair en a conscience et c'est pour cela qu'il s'est abstenu de participer au débat électoral états-unien : sous son gouvernement le Royaume-Uni a attaqué la Serbie avec Clinton, puis l'Afghanistan et l'Irak avec Bush. Tony Blair peut donc continuer à faire de son pays un fidèle supplétif des États-Unis, quel que soit l'hôte de la Maison Blanche.

Pour David Clark, ancien conseiller de Robin Cook, cette situation est intolérable car elle relègue le Royaume-Uni au rang d'État colonisé. Quel que soit le vainqueur de l'élection états-unienne il faut donc réorienter la politique britannique en direction de l'Union européenne car il n'est pas possible, même avec John Kerry, de servir de « pont » entre les deux côtés de l'Atlantique comme prétend le faire Downing Street. Toutefois, fataliste, l'auteur constate que personne aujourd'hui dans les élites politiques britanniques n'est en mesure de mener cette réorientation. Comme les États-Unis, le Royaume-Uni est coincé dans un système bipartisan qui exclut certaines options politiques.

En France, *Le Figaro* publie une longue et très instructive interview débat d'Alain Minc et Alexandre Adler, deux figures de l'atlantisme français s'opposant sur les raisons qui doivent pousser la France et l'Europe à soutenir les États-Unis... mais pas sur le soutien lui même. Pour Alain Minc, l'Europe et les États-Unis s'éloignent inexorablement et ont de moins en moins de valeurs communes puisque le marché et la démocratie se diffusent et ne sont plus la spécificité de « l'Occident ». Pourtant, si les valeurs ne sont plus partagées, il existe un intérêt objectif à ce que les deux rives de l'Atlantique restent

associées : poursuivre la diffusion d'un système économique qui les avantage et résister à la concurrence des nouvelles puissances émergentes qui essaieraient de profiter de ce système. Ainsi, pour Minc, le vrai danger n'est pas le terrorisme, mais la diffusion des idées altermondialistes en Europe et la croissance chinoise.

Au contraire, pour Alexandre Adler, les valeurs communes restent le ciment d'une alliance transatlantique qui doit se regrouper contre le monde musulman, adversaire avec lequel il prédit un conflit d'ici une trentaine d'année. Les États-Unis ont compris où était l'ennemi et l'Europe doit les imiter. Le véritable ennemi est l'islam et la Chine peut très bien être un allié de circonstance contre cet adversaire.

Derrière ce débat, on peut trouver les échos français du débat opposant Francis Fukuyama à Samuel Huntington, la « fin de l'histoire » contre le « choc des civilisations ». Il s'agit cependant d'un débat à fleuret moucheté et les deux « adversaires » s'accordent sur l'essentiel : l'Europe doit rester arrimée aux États-Unis, ce qui serait bien plus facile si Kerry était élu, et heureusement que Ben Laden existe pour justifier l'interventionnisme états-unien.

Réseau Voltaire

George W. Bush



George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

« Pourquoi vous devriez voter pour moi aujourd'hui »

Source : USA Today

Référence : « Why you should vote for me today », par George W. Bush, *USA Today*, 2 Novembre 2004.

Je me présente au poste de président avec un plan positif et clair pour construire un monde plus sûr et plus d'espoir en Amérique. Mon bilan démontre quelle direction notre pays a besoin.

J'ai mis en place une réforme scolaire ambitieuse, j'ai baissé les impôts (ce qui a permis de créer 1,9 millions d'emplois durant les treize derniers mois) et j'ai mis en place un système d'aide de santé pour les personnes âgées. Notre nation a aussi dû faire face à des menaces inattendues avec la pire attaque terroriste de notre histoire le 11 septembre 2001. Pour sauvegarder notre communauté, j'ai renforcé nos défenses en créant le **département de la Sécurité de la Patrie** et en faisant adopter le *Patriot Act*. Nous gardons l'offensive contre nos ennemis. Nous avons libéré l'Afghanistan des Talibans et l'Irak de Saddam Hussein avec une coalition de 30 pays. Nous avons fait de grands progrès pour rendre l'Amérique plus sûre mais il reste du travail et mes opposants et moi avons des opinions radicalement différentes sur la façon de mener l'Amérique.

Je crois qu'il faut garder les impôts bas, continuer à baisser les prix des médicaments et protéger les PME. Mes opposants vont augmenter les dépenses de l'État en matière de santé sans bénéfices pour la population. Toutefois, les

différences les plus marquées concernent la guerre au terrorisme. **John Kerry** montre qu'il n'a pas compris cette guerre comme il n'avait pas compris la Guerre froide.

Je vous demande de voter pour bâtir sur le bon travail que nous avons commencé.

John F. Kerry



John Kerry est sénateur démocrate du Massachusetts et candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle états-unienne de 2004.

« Pourquoi vous devriez voter pour moi aujourd'hui »

Source : USA Today

Référence : « Why you should vote for me today », par John Kerry, *USA Today*, 2 Novembre 2004.

Pendant les deux dernières années, la population de cette nation m'a accueilli et a partagé avec moi ses espoirs et ses rêves. Les gens m'ont dit qu'ils ne voulaient rien de plus qu'une vie meilleure pour leurs enfants, mais que la diminution de leurs revenus ne le permettait pas. Ils m'ont dit qu'ils priaient toutes les nuits pour nos troupes en Irak mais craignaient que la situation n'empire.

Aujourd'hui se pose la question : voulons-nous de cette politique quatre ans de plus ou voulons-nous un nouveau départ ?

Durant quatre ans, **George W. Bush** a pris les mauvaises décisions pour l'Amérique et rien ne fut pire que son choix concernant l'Irak. 1100 de nos soldats sont morts et récemment 760 000 livres d'explosifs ont été dérobées alors qu'il avait suffi d'une seule livre pour détruire le vol 103 de la Pan Am. Malgré tout, Bush affirme que l'Irak est un succès. Nous méritons mieux et nous devons réussir en Irak. Jeune homme, j'ai défendu mon pays et je continuerai comme président. Je mènerai une guerre au terrorisme plus efficace, j'augmenterai les effectifs de l'armée de 40 000 hommes et comme Harry Truman et **Ronald Reagan**, je construirai des alliances fortes.

Sur le plan économique, George W. Bush est le premier président en 70 ans à perdre des emplois. De plus, quatre millions d'Américains de plus sont passés sous le seuil de pauvreté. Les revenus des familles ont baissé, l'essence a augmenté et les vétérans n'ont plus d'accès aux soins. Nous pouvons prendre un nouveau départ en créant de bons emplois, en diminuant les impôts des travailleurs et en offrant des crédits d'impôts aux familles confrontées à des dépenses de santé ou d'éducation. Nous devons nous attaquer au déficit. Il faut que tous les Américains aient une assurance maladie et un système de retraite. Enfin, il faut assurer en dix ans l'indépendance des États-Unis vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient.

John C. Yoo



Ancien assistant du juge Clarence Thomas, John C. Yoo est professeur de droit à Berkeley. Il est membre du Council on Foreign Relations, de la Federalist Society et chercheur à l'American Enterprise Institute. Il a travaillé au département de la Justice états-unien entre 2001 et 2003 sur la Convention de Genève.

« Kerry échoue au test de Guantanamo »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Kerry Fails the Guantanamo Test », par John C. Yoo, *Wall Street Journal*, 1er novembre 2004.

Le 11 septembre a fait de la stratégie à long terme contre le terrorisme la question la plus importante pour notre nation dans cette élection. **George W. Bush** a mis en place une politique employant tous les moyens possibles contre Al Qaïda. **John Kerry**, lui, a des idées qui peuvent affaiblir la guerre au terrorisme.

M. Bush a adopté une approche empêchant de futures attaques terroristes et il pense que la guerre au terrorisme demande l'emploi de toutes les armes de la guerre : il a autorisé la **CIA** à frapper les dirigeants d'Al Qaïda, il utilise la force à l'étranger pour frapper leurs réseaux, il leur refuse le statut de prisonniers de guerre et il a mis en place le *Patriot Act* pour empêcher de nouvelles attaques. Kerry, lui ne propose rien de mieux à part examiner les cargaisons dans les ports. En fait, s'il est élu, il affaiblira notre politique antiterroriste.

Il a voté pour le *Patriot Act* mais depuis il a changé d'avis et il l'a comparé à la répression des talibans contre les Afghans. Il a aussi déclaré qu'il appliquerait les Conventions de Genève aux terroristes, éliminant ainsi un sérieux avantage états-unien dans la guerre à l'information, puisqu'elles interdisent les mauvais traitements pour obtenir des informations. M. Kerry suit aussi l'avis de ceux qui nient que le 11 septembre, une guerre a commencé.

Rappelons que les démocrates ont eu deux mandats pour détruire Al Qaïda mais qu'ils ont échoué. Ils ne réussiraient pas plus avec un troisième.

Jesse Jackson



Ancien collaborateur de Martin Luther King et figure du combat pour les droits des noirs états-unien, Jesse Jackson est pasteur baptiste et ancien

« La direction ou l'isolement »

Source : El Periodico

Référence : « Liderazgo o aislamiento », par Jesse Jackson, *El Periodico*, 2 novembre 2004.

Les élections présidentielles d'aujourd'hui offrent aux citoyens nord-américains une grande alternative entre deux candidats très différents. Les États-Unis vont ils reformer une coalition mondiale contre le terrorisme ou rester isolés ? La débâcle irakienne a brisé l'appui global sur lequel pouvaient compter les États-Unis après le 11 septembre et détruit la crédibilité des États-Unis.

Nous avons mené une guerre sans forces ni alliés suffisants et nous en payons le

candidat à l'investiture démocrate.

prix : plus de 1 000 morts et un coût d'un milliard de dollars par semaine. **John Kerry** offre un nouveau chemin en reconstruisant une grande alliance contre le terrorisme afin d'isoler Al Qaïda au lieu d'isoler les États-Unis. En étant isolés, les États-Unis sont moins en sécurité, contrairement à ce qu'affirment George W. Bush et **Dick Cheney**.

Dans le même temps, l'administration Bush a le pire bilan en matière d'emploi depuis 50 ans et elle a creusé des déficits records. L'administration Bush a déclaré la guerre aux syndicats et aux droits des travailleurs mais elle s'est montrée généreuse avec les entreprises du secteur énergétique tout en augmentant la dépendance du pays.

Kerry prendra le contre-pied de cette politique. Bush a creusé les inégalités (y compris dans le domaine de la justice), tandis que Kerry veut une égalité des chances.

George Soros



George Soros est président de l'Open Society Institute et du Soros Fund Management. Il est l'auteur de *The Bubble of American Supremacy*.

« Pourquoi j'ai fait campagne à travers l'Amérique pour mettre John Kerry à la Maison-Blanche »

Source : The Independent

Référence : « Why I have campaigned across America to put John Kerry in the White House », par George Soros, *The Independent*, 2 novembre 2004

Cela fait trois semaines que j'arpente les États-Unis en faisant campagne contre **George W. Bush**. Il nous a amenés dans une mauvaise direction, l'invasion de l'Irak était une erreur colossale, et seule sa défaite dans les urnes peut nous permettre d'échapper au bourbier. Cependant je ne suis pas rassuré par les sondages qui annoncent que **John Kerry** et George W. Bush sont au coude à coude. Kerry a gagné les trois débats mais le président Bush a invoqué sa foi et cela inspire ses partisans ; c'est une différence de philosophie.

Dans une société ouverte, il faut reconnaître que notre compréhension du monde est par essence imparfaite. C'est pour cela que la foi est importante : on ne peut être totalement sûrs de rien. Toutefois, il faut toujours garder en tête cette part de doute et assumer la possibilité que nous pouvons nous tromper. Bush, lui, au contraire, veut tordre la réalité jusqu'à ce que celle-ci corresponde à ses croyances. Nous sommes la nation la plus puissante du monde. Personne ne peut nous vaincre, mais nous pouvons nous faire perdre nous-même en nous enfonçant dans un bourbier, et les dirigeants qui ne peuvent pas reconnaître leurs erreurs nous y entraînent.

C'est pour cela que cette élection est la plus importante de ma vie. J'ai consacré 15 ans de ma vie et la moitié de ma fortune à la promotion de la démocratie mais je sais que l'on ne peut pas y parvenir par des moyens militaires. En employant ces moyens, le président a fait perdre aux États-Unis sa crédibilité comme champion des sociétés ouvertes. Bush a créé une insurrection en Irak, mais affirme que nous sommes davantage en sécurité. En outre, comme nos troupes sont en Irak, nous avons moins de capacité d'action et l'Iran et la Corée

du nord en profitent.

Kerry sait tout cela et il est un homme nuancé face à une réalité complexe.

Alastair Campbell



Alastair Campbell est l'ancien directeur de la communication de Tony Blair. Il a dû démissionner suites à la révélation de son implication dans le trucage des dossiers accusant l'Irak et à l'affaire David Kelly.

« Blair a raison de ne pas prendre parti »

Source : The Guardian

Référence : « Blair is right to sit on the fence », par Alastair Campbell, *The Guardian*, 2 novembre 2004.

Difficile de prédire qui sera le vainqueur de l'élection états-unienne. Il y a quelques mois, j'étais certain que **George W. Bush** serait réélu mais **John Kerry** a connu une montée en puissance marquée par ses trois victoires lors des débats télévisés. Cependant l'élection n'est pas jouée et Bush est à la fois trop souvent incompris et sous-estimé en Europe. Il est trop tôt pour se prononcer sur l'élection mais il y a une question que l'on peut se poser : qui **Tony Blair** veut-il voir gagné ?

Il y a quatre ans, tout le monde affirmait que le Premier ministre souhaitait la victoire d'**Al Gore**, compte tenu de ses bons rapports avec **Bill Clinton** et d'une incapacité supposée à travailler avec quelqu'un d'aussi conservateur que Bush. Aujourd'hui, tout le monde affirme que Blair préférerait une victoire de Bush. En réalité, dans les deux campagnes électorales, il est resté neutre. Sa relation avec Bush lui a valu des ennuis politiques mais il a estimé que cela en valait la peine.

Si Kerry gagne, beaucoup dans les médias diront que cela isole Blair mais en réalité, s'il est élu, Kerry devra rapidement consulter Blair sur de nombreuses questions au Moyen-Orient, sur le terrorisme ou la prolifération nucléaire. Blair devrait avoir la même relation avec lui qu'avec Clinton.

David Clark



David Clark est ancien conseiller spécial de Robin Cook au ministère des Affaires étrangères (1997-

« Coincé au milieu »

Source : The Guardian

Référence : « Stuck in the middle », par David Clark, *The Guardian*, 2 novembre 2004

Il y a 40 ans, durant la guerre du Vietnam, le sénateur Fulbright affirmait que deux Amériques étaient en train de s'affronter. C'est à nouveau le cas aujourd'hui dans l'élection présidentielle. Soit l'Amérique redeviendra un partenaire pour le monde, soit elle continuera sa course actuelle vers le choc des civilisations. Cette élection va déterminer la politique américaine pour une génération, car quatre juges de la cour suprême vont être remplacés dans les quatre prochaines années, ce qui place le prochain occupant de la Maison-

2001).

Blanche dans une position unique pour influencer la constitution. Si **George W. Bush** est élu, son conservatisme moral s'instaurera pour de nombreuses années. Un président Kerry aurait moins de marge de manœuvre mais pourrait au moins cesser les attaques contre le libéralisme américain. C'est une bataille pour l'âme politique des États-Unis.

Pour la plus grande partie du monde démocratique, il y a de bonnes raisons de vouloir la victoire de Kerry, une victoire qui signifierait un retour au multilatéralisme. Toutefois, même avec Kerry, il ne faut pas compter sur une ratification du protocole de Kyoto ou un changement de politique vis-à-vis d'Israël. D'un point de vue international, la politique étrangère des États-Unis restera conservatrice car cette posture est directement liée aux rapports de puissance de cet État et de sa position dans le monde.

Partant de ce postulat, quelle doit être la politique du Royaume-Uni ? Garder une « relation spéciale » tout en ayant une politique européenne sera plus facile avec Kerry mais ne sera pas tenable à long terme non plus. En fait, il faut oublier la « spécificité » de la relation avec les États-Unis, qui nous fait nous comporter comme un pays colonisé. Malheureusement, **Tony Blair** n'est pas la bonne personne pour changer la direction de notre politique étrangère. Les conservateurs, qui commencent juste à être critiques, ne sont pas convaincants dans ce rôle non plus et les Libéraux démocrates ne sont pas prêts à gouverner. **Gordon Brown**, bien que sans doute plus critique, aurait finalement agi comme Blair.

Que Bush ou Kerry soit élu, il faut une refonte de la relation transatlantique.

Alexandre Adler, Alain Minc



Ancien collaborateur du *Monde*, de *Libération*, du *Point* et de *L'Express* et ancien directeur éditorial de *Courrier international*, Alexandre Adler est chroniqueur au *Figaro* et à *Proche-Orient.Info*. Connue pour ses positions atlantistes et pro-Israéliennes, il avait qualifié de « traîtres juifs », des personnalités juives s'opposant à la politique d'Ariel Sharon. Il est l'auteur de *J'ai vu finir le monde ancien*.

« Les nouvelles cartes du monde »

Source : Le Figaro

Référence : « Les nouvelles cartes du monde », par Alexandre Adler et Alain Minc, *Le Figaro*, 2 novembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview croisée des deux auteurs.

Alain Minc : Une victoire de **John Kerry** ne changerait rien de fondamental, et même si je me réjouirais que l'Amérique redevienne plus agréable à vivre, les positions de **George W. Bush** ne sont que l'exacerbation d'une tendance lourde : la transformation des États-Unis en " pays-monde ". Les États-Unis sont de moins en moins un pays occidental et ils n'ont plus le même lien avec l'Europe, c'est un syncrétisme mondial. L'Europe est le congélateur des vieilles valeurs occidentales, tandis que les États-Unis sont le laboratoire bouillonnant de nouvelles valeurs, qui se révèlent, dans l'ensemble, réactionnaires.

Alexandre Adler : L'Europe et les États-Unis s'éloignent l'un de l'autre, mais en conservant, en réalité, les mêmes idéaux. Je ne vois pas l'Amérique devenir confucéenne, mais, bien davantage, les Sino-Américains se transformer en vecteurs d'une diffusion des valeurs américaines en Chine. En revanche, il existe une latinisation des États-Unis et cela va marquer une réunification de l'hémisphère occidental. Toutefois, contrairement à Alain Minc, je pense que même si les WASP deviennent minoritaires, ils ne cesseront pas d'imprimer leurs marques au paysage idéologique et culturel américain.



Alain Minc est président d'AM Conseil, essayiste, président du conseil de surveillance du *Monde* et président de la Société des lecteurs. Il est l'ancien fondé de pouvoir de l'industriel italien Carlo de Benedetti (patron d'Olivetti) et conseiller économique d'Edouard Balladur durant la seconde cohabitation. Il est président du Conseil de surveillance du groupe Pinault-Printemps-La Redoute et administrateur de Valeo SA, Moulinex et Yves Saint-Laurent. Il fut le trésorier de la Fondation Saint-Simon, un think tank français néo-libéral indirectement financé par le Conseil des fondations des États-Unis.

Alain Minc : Je pense en effet que l'Amérique est une et que, par conséquent, le lien spécial entre l'Espagne et les États-Unis ne cessera de se renforcer au détriment de la Grande-Bretagne. D'ici une vingtaine d'année, la " nouvelle Amérique " et l'ancienne Europe ne partageront, à vrai dire, plus que deux choses essentielles : le marché et le suffrage universel. Le marché sera le liquide amniotique de la planète entière ; quant au suffrage universel, il s'étend cahin-caha, sans rimer pour autant avec la démocratie traditionnelle. Nous verrons que l'Europe s'orientera de plus en plus vers la raison tandis que les États-Unis connaîtront une ferveur religieuse sans précédent. Cela dit, le constat de divergences croissantes sur le plan des valeurs et des représentations ne doit pas masquer le destin commun de nos pays en ce qui concerne les aspects monétaires et commerciaux. Nous nous retrouvons en fait du même côté de la barricade vis-à-vis des nouveaux joueurs, la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud ou l'Inde.

Alexandre Adler : Je pense pour ma part que ce sont les idées, et non les infrastructures, qui mènent le monde. En outre, même si la dérive des continents a lieu, nos sociétés ont un adversaire commun, l'intégrisme terroriste.

Alain Minc : Oui, mais cet ennemi n'est plus commun à la seule Europe et à la seule Amérique. Les jihadistes constatent, non sans dépit, que l'Occident, tel un éredon, amortit avec un maximum d'efficacité le choc terroriste et intègre les instruments de lutte contre le terrorisme dans le carcan de l'Etat de droit, sans jamais céder à la névrose collective. Je suis plus inquiet de la diffusion des idées névrotiques qui gangrènent les cerveaux occidentaux, comme les simplifications d'un **José Bové**.

Alexandre Adler : Dans les 30 prochaines années, nous aurons un conflit majeur avec le monde musulman mais l'Europe et les États-Unis s'y préparent de façons diamétralement opposées. C'est l'inverse des années 30 quand l'Europe voyait le danger des dictatures européennes et les États-Unis baignaient dans l'isolationnisme. Aujourd'hui, les Européens espèrent hélas encore acheter, par des concessions accommodantes, leur sécurité à un monde musulman entré durablement dans une effervescence intégriste. De ce point de vue-là, la suractivité américaine est préférable à l'inertie européenne.

Alain Minc : Je ne suis pas d'accord. Les États-Unis ne sont pas durablement interventionnistes et, lorsqu'ils font un " coup de main ", c'est pour se replier ensuite rapidement. Les États-Unis n'ont pas l'intention de s'installer durablement en Irak mais ils ne savent pas comment se retirer. Le néoconservatisme n'est qu'une des variantes de l'isolationnisme classique. La preuve : les néoconservateurs ont imaginé que la démocratie s'implanterait d'elle-même, épargnant du même coup aux États-Unis l'épreuve de l'occupation.

Alexandre Adler : Je pense que les États-Unis seraient revenus à une posture isolationniste après la Guerre froide sans l'attaque de Ben Laden. Mais, saisie par la violence de l'attaque dont elle a été victime, l'Amérique continue donc en fait à penser en termes interventionnistes. Il faut en profiter pour mettre en place un système de sécurité globale. Il y va de notre intérêt d'Occidentaux. Après avoir coassé, avec **Michael Moore** ou **Howard Dean**, contre la moindre velléité d'engagement des États-Unis, nous risquerions sinon de découvrir qu'ils ne seront plus là pour aucune région du monde !

Alain Minc : **John Kerry** sait qu'on n'éradiquera pas ou qu'on ne viendra pas à bout du terrorisme et qu'il est plus raisonnable de s'efforcer de le ramener à un

niveau d'intensité tolérable pour la vie de nos sociétés.

Alexandre Adler : Comme vous, je souhaite la victoire de Kerry. Si le candidat démocrate l'emporte, il me semble que l'on peut escompter de sa présidence un haut niveau de sincérité et de réflexion et qu'il peut acquérir une vraie stature rooseveltienne.

Alain Minc : La complexité de l'Europe est l'expression de sa modernité. Ma conviction est qu'en Europe, les ingrédients existent pour un nouveau "bond en avant". Mais ce sursaut suppose, en partie, une réorganisation interne de l'Union à 25. Celle-ci ne pourra intégrer la Turquie qu'à la condition de faire une Europe à dix ou douze - un "eurocoeur" où devraient se retrouver tous les pays qui ont pris part aux deux "coopérations renforcées" de Schengen et de l'euro. Il faudrait pour cela que l'Italie retrouve un gouvernement pro-européen et que la France accepte le fait qu'elle n'a plus de pouvoir européen mais qu'elle peut disposer d'une influence dans l'Union. Je pense que le Royaume-Uni deviendra de plus en plus européen.

Alexandre Adler : Le type de construction européenne que vous proposez est le bon sens même, mais nous passerons par des zones de turbulences.

L'Angleterre se rapproche du continent et Londres est l'illustration de la dynamique intégratrice de l'Europe.

Alain Minc : Par de nombreux aspects, l'Europe est une immense Suisse, tentée par l'"être-hors-de-l'histoire". C'est pourquoi j'oppose le modèle canadien au modèle suisse. C'est d'ailleurs ma principale divergence avec Alexandre Adler. Pour lui l'Europe devrait ressembler à un Empire austro-hongrois moderne. A mes yeux, en revanche, l'Union, dans sa forme idéale, s'apparenterait davantage à un Canada européen. C'est aussi la raison pour laquelle je remets en question la chimère de l'exception culturelle française qui participe à la provincialisation du pays. Nous devons accepter que la culture suppose aussi l'émulation et la compétition.

Alexandre Adler : Je suis d'accord avec vous pour dénoncer les effets délétères de l'exception culturelle. Mais je ne vous suivrai pas systématiquement dans la condamnation a priori de l'idée de protectionnisme culturel.

Alain Minc : Nous allons voir apparaître de nouveaux acteurs économiques, comme la Chine, qui est en train de voir apparaître le capitalisme tel qu'il fut décrit par Marx, un capitalisme sans contre pouvoir : le marché ne peut être humanisé ou domestiqué que lorsque la démocratie préexiste à son émergence. La seule bonne nouvelle qui pourrait nous parvenir de Chine serait une fort improbable grève générale des salariés. Le régime chinois ne bridera pas l'ascension des grands monopoles qui, contrairement à ceux des États-Unis, ont une vocation impérialiste internationale.

Alexandre Adler : Les forces d'équilibre sont, il est vrai, en partie brouillées aujourd'hui par l'ampleur et la vitesse du rythme de croissance. Mais elles n'ont pas cessé d'exister. Hu Jintao n'a pas hésité, par exemple, à se réclamer d'un capitalisme plus social, et le consensus chinois continue à reposer sur un minimum de garanties pour les travailleurs. La Chine, tout de même, demeure plus ouverte à l'extérieur que le Japon. Avec un système juridique largement influencé par le modèle de Hongkong, donc par l'Angleterre, la Chine fait preuve d'une forte capacité d'absorption des cultures étrangères. La Chine peut avoir un modèle économique ouvert. Enfin, Pékin, confronté à la menace islamiste aux deux extrémités occidentale et orientale du territoire chinois, a tout de même finalement choisi d'aider l'Occident dans sa guerre antiterroriste. N'est-ce pas un début d'arrimage du modèle chinois aux valeurs occidentales ?